



Haro sur les médias : la liberté d'informer clouée au pilori

Incapable de répondre aux accusations qui pèsent sur lui, François Fillon n'a de cesse de s'époumoner contre les médias et les journalistes qui ont eu l'audace de faire leur métier : celui d'informer sur les présumés emplois fictifs de l'épouse du candidat de la droite à l'élection présidentielle.

Celui qui se présente comme le Père la Vertu et veut donner des leçons de moralité aux smicards dénonce « le tribunal médiatique » qui se serait dressé contre lui. Après avoir semblé être déstabilisé, il a adopté une tactique de défense bien connue : le contournement des faits et une attaque contre de prétendues forces qui lui veulent du mal, en premier lieu les médias entre les mains de gauchistes.

Toute la droite a refait un semblant d'unité et adopte les mêmes mots que Fillon : « lynchage médiatique », caractère « moutonnier » des journalistes, « hystérie », etc. Le sénateur Raffarin a même réussi l'exploit très démocratique de faire huer les journalistes qui ont osé enquêter sur les contradictions du couple Fillon. Les cohortes de Républicains lancent des menaces contre les journalistes. Ici et là on appelle à mettre « les canards à la casserole ». C'est le monde à l'envers. C'est le voleur qui crie au vol.

Qui lynche qui ? Après les « boules puantes », on assiste maintenant à une véritable mise en cause de la liberté d'informer et d'enquêter en période électorale sur les élus du peuple. L'Inquisition va-t-elle être rétablie pour faire taire les « Rouletabille » trop curieux ? En clair, la seule presse utile serait celle qui est aux ordres, celle qui vante les hauts faits d'armes de la campagne présidentielle, pas celle qui ose toucher aux affaires. Celle détenue par les « amis » du Cac 40. Celle qui confond information et communication.

Le SNJ-CGT dénonce de tels comportements qui fleurent bon le retour à l'ordre et à la censure. Deux ans après la tuerie contre *Charlie Hebdo*, ces appels à la haine contre les journalistes et les médias résonnent dangereusement pour la démocratie, pour le débat d'idées et pour le pluralisme en pleine préparation des échéances électorales.

Le SNJ-CGT appelle la profession à ne pas céder un pouce de liberté, et les citoyens à réagir pour appuyer la liberté d'informer. Poursuivre dans la voie des amis de M. Fillon et de ses communicants, très habiles à lancer des éléments de langage, ne servira à rien d'autre qu'à favoriser les tendances populistes du « tous pourris ».

Montreuil, le lundi 13 février 2017
SNJ-CGT